

DREAL-UD69-CR
DDPP-SPE-OG

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° : DDPP-DREAL 2025-243
portant modification et actualisation des conditions d'exploitation d'une tuilerie
par la société EDILIANS (ex IMERYS TC)
sur la commune de Quincieux

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 411-2

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté interpréfectoral n° : DDPP-DREAL 2022-279 du 24 novembre 2022 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée approuvé par arrêté du Préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006 actualisant les prescriptions techniques imposées à la société IMERYS TC pour l'exploitation de son établissement situé Route de Chasselay à Quincieux ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 mai 2010 imposant des prescriptions complémentaires à la société IMERYS TC pour l'exploitation de son établissement situé Zone Industrielle - Route de Chasselay à Quincieux ;

VU le dossier de modifications porté à la connaissance de la préfète et de l'inspection des installations classées le 21 mars 2025 et complété le 23 juin 2025 par la société EDILIANS relatif à la modification des conditions d'exploitation de la tuilerie sur la commune de Quincieux ;

VU l'Étude de Risques Sanitaires ainsi que l'étude physico-chimique de l'argile, jointes au dossier du 21 mars 2025 susvisé ;

VU le rapport du 29 septembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la procédure de participation du public par voie électronique organisée du lundi 27 octobre 2025 à 8 h au lundi 10 novembre 2025 à 17 h inclus sur le dossier de modifications susvisé et le projet d'arrêté préfectoral modifiant et actualisant les conditions d'exploitation d'une tuilerie par la société EDILIANS ;

VU l'absence d'observation durant la phase de participation du public par voie électronique ;

VU le courrier du 4 décembre 2025 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté, formulées par courriel du 12 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que la demande de modifications, effectuée et complétée par la société EDILIANS en date du 21 mars 2025 et du 23 juin 2025 pour son établissement situé sur la commune de Quincieux, est justifiée par l'évolution géologique de l'argile utilisée en matière première ;

CONSIDÉRANT que les modifications souhaitées sont :

- une baisse de la capacité maximale journalière de production suite à l'arrêt d'une unité de production,
- une hausse des VLE des rejets atmosphériques du site en dioxyde de soufre (SO₂), en fluor (HF) et en oxydes d'azote (Nox),
- la suppression de plusieurs rubriques à autorisation et enregistrement suite à la modification des activités annexes à la fabrication de céramique et tuiles.

CONSIDÉRANT qu'il ressort du dossier présenté à l'appui de la demande de modifications que :

- la méthode d'exploitation reste identique,
- le périmètre d'autorisation est inchangé,
- la remise en état est inchangée,
- il n'y a pas d'impacts significatifs à l'échelle du périmètre couvert par l'autorisation environnementale,
- il n'y a pas d'impacts sur la population proche du périmètre ICPE ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral modifié du 27 juillet 2006 délivré au titre des installations classées pour la protection de l'environnement relève du régime de l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT, par conséquent, que le dossier de modifications doit être considéré comme une demande de modifications de l'autorisation environnementale susvisée, au titre des articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel puisqu'il n'y a pas d'aggravation des dangers ou inconvénients présentés sur le site EDILIANS ;

CONSIDÉRANT que la présentation en Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) n'est pas nécessaire, en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Disposition administrative

Il est pris acte de la déclaration en date du 21 mars 2025, complétée le 23 juin 2025, de la société EDILIANS relative aux modifications des conditions d'exploitation de son établissement situé sur le territoire de la commune de Quincieux.

ARTICLE 2 – Portée de l'autorisation

Le tableau figurant à l'article 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006 est remplacé par le suivant :

Rubrique de la nomenclature	Désignation des installations	Volume d'activité	Régime
2523	Céramique et réfractaires (fabrication de produits), la capacité de production étant supérieure à 20 t/j	Capacité totale de 450,5 t/j	A
2663-1b	Stockage de pneumatiques et produits composé d'au moins 50 % de polymères à l'état alvéolaire ou expansé et dont le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 200 m ³ mais inférieur à 2 000 m ³	Volume total stocké de 500 m ³	D
1532-2b	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues	Stockage total des palettes de 1 466 m ³	D
2564-1b	Nettoyage, dégraissage, décapage de surface (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques volatils	3 cuve de 200 L chacune soit 600 L au total	D
2640	Emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique n°3410	Application d'engobe sur les tuiles de 935 kg/j maximum	D

Régime : A (autorisation), D (déclaration).

La présente autorisation environnementale tient lieu de dérogation aux mesures de protection de la faune et de la flore sauvage au titre du 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – Modification des prescriptions relatives aux rejets atmosphériques

Les tableaux figurant au point 1 de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006 et de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 2010, sont supprimés et remplacés par le tableau suivant :

Unité de production	Mesure (unité)	Débit (Nm ³ /h)	Poussières totales	Fluor (1) Composé gazeux	Fluor (1) Vésicules et particules	Oxydes de soufre	Oxydes d'azote	HCL
Qui 31 (UH5)	Concentration (mg/m ³)	30 000	20	5	5	100	100	20
	Flux (kg/h)		0,6	0,5	0,5	3	3	0,6
Qui 32 (UH6)	Concentration (mg/m ³)	45 000	20	5	5	100	100	20
	Flux (kg/h)		0,9	0,5	0,5	4,5	4,5	0,9

(1) Exprimé en HF

(2) Exprimés en dioxyde de soufre

(3) Exprimés en dioxyde d'azote

La valeur limite d'émission en concentration de fluor ne s'applique que si le flux horaire dépasse la valeur limite d'émission de 0,5 kg/h.

ARTICLE 4 – Surveillance de la qualité de l'air

Une surveillance semestrielle de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières est réalisée pendant **une année à compter du 1^{er} janvier 2026**.

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées le rapport du bilan des mesures de retombées de poussières au **31 décembre 2026**.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour. Le niveau maximal d'émissions de poussières est fixé à 350 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b). Des mesures techniques et organisationnelles sont mises en œuvre pour ne pas dépasser ce seuil.

ARTICLE 5 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Quincieux et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Quincieux pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Quincieux fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations – Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Rhône.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône – direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi 69 422 Lyon Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (Société EDILIANS – 65

Chemin du Moulin Carron, 69 570 Dardilly), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de Quincieux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EDILIANS.